

Note de conjoncture - Janvier 2014

L'année 2013 s'est terminée dans une certaine euphorie, notamment du côté des Bourses qui ont pleinement profité des politiques accommodantes des banques centrales pour battre tous les records de hausse. L'« économie réelle » suscite beaucoup plus de circonspection. Certes, le redressement de l'économie mondiale se confirme, mais il reste limité et surtout ne s'opère pas partout au même rythme. Les Etats-Unis jouent de nouveau un rôle moteur dans l'économie mondiale, mais le Japon, s'il semble avoir éloigné le spectre de la déflation, voit sa croissance retomber. L'inquiétude se concentre sur certains pays émergents menacés de nouvelles crises de change en cas de resserrement de la politique monétaire de la Réserve Fédérale américaine et aussi sur la dette de la Chine dont la progression fulgurante rappelle celles qu'ont connues les Etats-Unis et le Japon avant l'explosion de leur propre bulle financière.

Concernant la zone euro, le président de la BCE vient de déclarer : « la reprise est là, mais elle est faible, modeste et fragile ». Les thuriféraires des politiques d'ajustement budgétaire, ils sont encore nombreux, qui s'étaient montrés plus nuancés dans la dernière période, ont cru tenir leur revanche avec la sortie des programmes d'assistance de la troïka de pays comme l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et même la Grèce, les deux premiers venant même de faire, pour se financer, un retour spectaculaire sur les marchés obligataires. Certes les déficits publics et les balances courantes de ces pays se sont nettement améliorés, austérité oblige. Mais c'est au prix de contreparties considérables : leurs PIB sont loin de leurs niveaux d'avant-crise, le chômage explose et leur dette publique atteint des niveaux records, bien supérieurs à ceux qui avaient déclenché la crise en leur interdisant, de fait, l'accès aux marchés. La pression sur les salaires est telle dans ces pays que l'inflation s'y retrouve à des niveaux si bas qu'ils font planer une menace de déflation sur l'ensemble de la zone.

En France, l'Insee annonce une reprise « poussive » jusqu'à la mi 2014. Le dernier trimestre 2013 a été marqué par le débat sur la pression fiscale, la préparation du budget 2014, les mouvements de contestation multiformes, les multiples reculs du gouvernement et les exigences croissantes du Medef qui a fini par demander 100 Md€ d'allègements en laissant entendre, sans s'engager, qu'il y aurait un million d'emplois à la clé. La nouvelle année s'est ouverte sur les vœux du Président qui ont été analysés, par les observateurs, comme un ralliement explicite à la politique de l'offre : baisse des impôts, réduction des dépenses publiques, dénonciation des abus de la Sécurité sociale, proposition, en réponse au patronat, d'un pacte de responsabilité. Ce pacte risque fort d'être un marché de dupes, le niveau actuel de la croissance ne permettant pas de créer à court terme de vrais emplois. 2014 s'annonce bien difficile pour un exécutif, déjà au plus bas des sondages, et qui devra, de plus, affronter des échéances électorales périlleuses.

Economie mondiale : le redressement se confirme, mais pas partout au même rythme

Les dernières prévisions connues sont celles de l'OCDE publiées le 19 novembre. L'OCDE continue de prévoir une certaine accélération de la croissance mondiale (+2,7% en 2013, +3,6% en 2014 et +3,9% en 2015), mais en retrait sur ses prévisions de mai (+3,1% en 2013 et +4,0% en 2014). Elle explique cette révision à la baisse, pour l'essentiel, par les perspectives dégradées de certains pays émergents, Brésil et Inde notamment, à la suite de la tourmente qu'ont connu les devises de ces pays, l'été dernier, à la perspective d'un ralentissement de la politique monétaire américaine. Elle craint que les économies émergentes qui avaient jusqu'ici un effet d'entraînement positif sur les économies avancées puissent désormais avoir un « effet amplificateur des chocs négatifs ». Elle souligne par ailleurs les risques liés à l'insuffisance (BCE) ou au repli éventuel trop brutal (FED) des politiques monétaires « accommodantes » des banques centrales, au maintien d'un excédent courant trop grand en Allemagne, à une nouvelle crise du plafond de la dette aux Etats-Unis et à l'« insuffisance des réformes structurelles » au Japon et en France.

Les Etats-Unis sont redevenus l'une des locomotives de la croissance mondiale. Leur PIB vient d'être révisé pour le 3^{ème} trimestre de +2,8% à +4,1% en rythme annuel et devrait atteindre +3% début 2014. Les profits des entreprises dépassent de 9% ceux de 2012. La production industrielle retrouve son niveau d'avant crise. Cette progression, qui tient beaucoup à la faiblesse du prix de l'énergie, lié au choix d'exploiter le gaz de schiste, confirme la divergence de trajectoire avec la zone euro. Les exportations de voitures ont battu un record en 2013 (2 millions). La consommation progresse au 3^{ème} trimestre à +2% en rythme annuel, après 9 mois consécutifs de hausse. Et surtout, le chômage est retombé à 7%, un plus bas depuis cinq ans. Le déficit public a baissé de 38% en une seule année.

Mais ces indicateurs ne sont pas forcément le signe d'une économie complètement remise. D'abord l'inflation (0,9%) reste loin de la cible des 2% visée par la Fed, ce qui fait craindre la déflation. La croissance est, pour une part, le résultat de reconstitutions de stocks que les entreprises n'arrivent pas à écouler. Le taux de chômage baisse, mais le taux d'activité est au plus bas depuis 1977 en raison de nombreux départs à la retraite mais aussi du découragement des demandeurs d'emplois. Quant au sursaut de la consommation, il est en partie le résultat d'une réduction de leur épargne par les américains qui continuent de se désendetter et dont le revenu disponible diminue.

Un compromis a été trouvé au Congrès fixant le cadre des dépenses 2014 et 2015, tout en annulant les coupures automatiques de budget qui devaient intervenir au 1^{er} janvier. Les dépenses fédérales vont donc repartir à la hausse. Rien n'est réglé par contre concernant le relèvement du plafond de la dette car les mesures extraordinaires de financement qui seront mises en place, après la date d'échéance du 7 février, pour pallier l'impossibilité d'emprunter davantage, ne dureront que jusqu'au début mars 2014.

La Fed, après plus de 6 mois de tergiversations et en dépit des conséquences éventuelles sur certains émergents, a finalement décidé, en décembre, de réduire son programme de rachats mensuels d'actifs mais a tempéré cette mesure en laissant entendre qu'elle maintiendrait ses taux directeurs à un bas niveau pour une période plus longue encore qu'elle ne s'y était engagée. La banque centrale américaine va réduire ses achats d'actifs de 10 Mds\$ par mois à 75 Mds\$, avec une baisse dans les mêmes proportions en titres adossés à des créances hypothécaires et en bons du Trésor. Cette mesure ne remettra probablement pas en cause la progression, sans précédent et

Tableau 1 - La reprise mondiale regagnera lentement du terrain

	Moyenne					
	2001-2010	2011	2012	2013	2014	2015
	Pourcentage					
Croissance du PIB en volume¹						
Monde ²	3,4	3,7	3,1	2,7	3,6	3,9
OCDE ²	1,7	1,9	1,6	1,2	2,3	2,7
Etats-Unis	1,6	1,8	2,8	1,7	2,9	3,4
Zone euro	1,1	1,6	-0,6	-0,4	1,0	1,6
Japon	0,8	-0,6	1,9	1,8	1,5	1,0
Non-OCDE ²	6,8	6,3	5,1	4,8	5,3	5,4
Chine	10,5	9,3	7,7	7,7	8,2	7,5
Écart de production³	0,3	-1,9	-2,0	-2,6	-2,3	-1,8
Taux de chômage⁴	6,8	8,0	8,0	8,0	7,8	7,5
Inflation⁵	2,2	2,5	2,1	1,5	1,9	2,0
Solde des administrations publiques⁶	-3,9	-6,6	-5,9	-4,8	-4,0	-3,2
Croissance du commerce mondial	4,9	6,3	3,0	3,0	4,8	5,9

1. En moyenne annuelle.
 2. Moyenne mobile pondérée par le PIB, en parités de pouvoir d'achat.
 3. Pourcentage du PIB potentiel.
 4. Pourcentage de la population active.
 5. Déflateur de la consommation privée.
 6. Pourcentage du PIB.
- Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 94.

sans rapport avec l' « économie réelle », des Bourses qui ont pleinement profité des politiques « accommodantes » des Banques centrales (Fed en tête) pour battre en 2013 tous les records de hausse : +29% aux E-U, +19% en France, +25% en Allemagne et +57% au Japon.

La croissance du Japon, qui caracolait à 4% en rythme annuel début 2013, est retombée pour ne pas dépasser finalement 1,8% en 2013 (une performance toutefois sans équivalent depuis 15 ans) et probablement 1,6% en 2014. Ce qui s'explique par des exportations qui ont souffert d'une moindre demande des pays émergents, par la hausse des coûts de l'énergie et la stagnation de la consommation depuis juillet. Les effets de la « seconde flèche » des Abenomics, la relance par des dépenses publiques, notamment dans la région de Fukushima, s'épuisent. La troisième flèche (la première correspond à une politique monétaire très active visant à juguler la déflation) consistant en une vaste dérégulation de certains secteurs de l'économie se heurte pour l'instant à de vives oppositions.

Dans les pays émergents, qui, malgré leurs difficultés, ont encore contribué à près des 3/4 de la croissance mondiale au 3ème trimestre 2013, l'activité a plutôt résisté en Asie, à partir du sursaut chinois de l'été, et ralenti ailleurs. **Des pays comme le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, l'Afrique du Sud ou la Turquie, où les déficits extérieurs se sont fortement creusés, restent sous la menace d'une crise de change.**

Zone euro : des signes de sortie de crise, mais des ravages de l'austérité qui perdurent

La zone euro dans son ensemble et ses états membres, y compris les plus dynamiques, restent largement à la traîne par rapport aux Etats-Unis ou au Japon (cf tableaux p1 et 2). Cependant les marchés financiers, manifestement confortés par la politique de la BCE, semblent désormais croire à la sortie de crise.

Les marchés boursiers ont en zone euro, comme ailleurs, fortement progressé en 2013 (Francfort de +25%, Paris de + 18%), les plus fortes progressions sont à mettre au compte des pays de la périphérie (+33% pour l'Irlande, +27% pour la Grèce et +21% pour l'Espagne).

Mais le redressement le plus spectaculaire se situe au niveau des taux d'intérêt des obligations d'Etat qui se sont légèrement tendus pour les signatures les plus sûres (Allemagne, France), mais qui ont fortement reculé dans les pays du Sud, réduisant ainsi l'écart, à son niveau le plus bas depuis 2011, avec le Bund allemand. Ils sont, par exemple, passés de 22,5% à 8,4% pour la Grèce, de 9,6% à 4% pour l'Irlande et de 10,5% à 4,3% pour le Portugal. **Ce qui permet à ces pays d'envisager, pour leur financement, de sortir des programmes d'assistance pilotés par la troïka** et de revenir en 2014 sur les marchés obligataires que l'envolée de leurs taux les avaient contraints de quitter. C'est ce que viennent de réussir le Portugal et l'Irlande (à 3,54% pour 10 ans !). De son côté, l'Espagne vient de sortir du plan d'aide, strictement réservé à ses banques, que lui avait accordé le Mécanisme européen de stabilité (MES). Conséquence directe des programmes d'austérité appliqués, ces pays voient leur déficit public s'améliorer nettement et leur balance courante redevenir positives.

Ces résultats, que certains se sont empressés de présenter comme justifiant les politiques d'austérité, **n'ont été obtenus par ces pays qu'au prix de terribles contreparties**

Le chômage d'abord qui continue de progresser : de 7,7% de la population active en Grèce au début de la crise jusqu'à 27,1% en 2014, de 8,3% en Espagne jusqu'à 26,3%. Dans ces 2 pays, le taux de chômage des moins de 25 ans dépasse les 50%.

L'autre grande menace qui hypothèque l'avenir de ces pays est l'explosion de leur dette publique : alors que cette dette, depuis 2010, a progressé en moyenne dans la zone euro de 10 pts à 96% de PIB, elle a progressé dans le même temps de +33 pts à 181% en Grèce, de +33 pts à 127% au Portugal, +29 pts à 121% en Irlande et de +36 pts à 98% en Espagne. Des dettes qui apparaissent aujourd'hui largement insoutenables, notamment celle de la Grèce qui a pourtant déjà bénéficié d'un premier allègement à hauteur de 100 Md€ (soit 40pts de PIB).

Concernant l'activité économique, alors que le PIB de la zone euro est à -2% de sa valeur d'avant la crise, celui de la France à +1% et celui de l'Allemagne à +6%, le PIB des pays périphériques est à -6% pour l'Irlande, -7% pour le Portugal et l'Espagne, -23% pour la Grèce.

Depuis plus d'un an, des erreurs d'évaluation de leurs effets et les conséquences catastrophiques de leur application pour les populations ont conduit le FMI, l'OCDE et la Commission européenne à **infléchir leur discours sur les politiques d'ajustement budgétaire**, du moins quant à leur rythme de mise en œuvre. Une étude très précise de l'un des économistes en chef de la Commission, publiée fin novembre, va dans le même sens. Elle démontre que **ces politiques sont directement responsables de pertes de PIB** qui, cumulées sur la période 2011 à 2013, vont de -3,5 pts pour l'Allemagne à -8pts pour la Grèce en passant par -4,8 pts pour la France. (cf carte ci contre)

Un accord a été trouvé, fin 2013, après bien des difficultés, avec l'Allemagne notamment, **pour la mise en place d'une « union bancaire »** dotant l'espace européen d'une approche globale et homogène de la régulation bancaire apparue indispensable avec la crise. L'objectif est qu'en cas de nouvelles difficultés « les banques payent pour les banques et non pas les Etats et les contribuables ». Le dispositif repose sur une fonction de superviseur unique des banques de la zone euro confiée à la BCE, la mise en place d'un système européen de garantie des dépôts et un mécanisme commun de résolution des crises bancaires. En réalité, la BCE ne contrôlera directement que les 128 plus grandes banques sur les 6000 de la zone euro. De plus, les ressources financières prélevées sur les banques pour alimenter le fonds européen de résolution ne s'élèveront qu'à 60 Md€ (à comparer aux 67,5 Md€ du renflouement de la seule et modeste Irlande) et ne seront opérationnelles qu'en ... 2026.

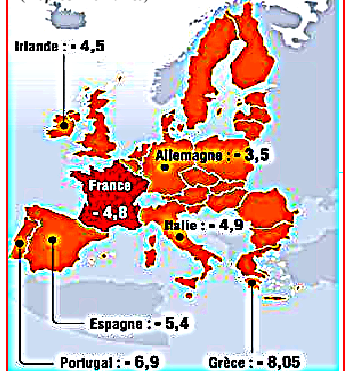
Zone euro : prévisions 2014 - (Source : OCDE, prévisions d'automne)

en %	Croissance du PIB	Taux chômage	Taux obligations 10 ans	Déficit public en % du PIB	Dette publique en % du PIB
Irlande	1,9	13,2	4,0	-5,0	120,7
Allemagne	1,7	5,4	2,1	0,2	76,1
Zone euro	1,0	12,1	3,2	-2,5	95,9
France	1,0	10,8	2,7	-3,7	96,7
Italie	0,6	12,4	4,5	-2,8	133,2
Espagne	0,5	26,3	4,6	-6,1	98,0
Portugal	0,4	16,1	6,3	-4,6	127,4
Grèce	-0,4	27,1	8,4	-2,2	181,3

Le « sauvetage de l'Irlande »

L'Irlande est le premier pays qui soit sorti d'un programme de « sauvetage » de la troïka. Une étude d'Attac indique que si l'Irlande a reçu 67,5 Md€ de prêts pour son renflouement depuis la fin de 2010, le pays a transféré un montant total de 89,5 Md€ à son secteur financier au cours de la même période, 55,8 de ces milliards étant allés aux banques créancières, toutes étrangères et certaines françaises. Attac conclut : « la population irlandaise s'est lourdement endettée pour sauver le secteur bancaire européen ».

PERTE POUR LE PRODUIT INTERIEUR BRUT ENTRE 2011 ET 2013 (EN POINTS DE CROISSANCE) (D'après l'Humanité)



France : « reprise poussive » pour le début 2014, selon l'Insee

L'Insee dans sa note de conjoncture (fin décembre), fait état d'une « **reprise poussive** » pour le début 2014 : +0,6% au 2^{ème} trim. 2013 (après correction), confirmation du très médiocre -0,1% au 3^{ème} trim., +0,4% au 4^{ème} trim. et +0,2% pour chacun des 2 premiers trimestres de 2014. **Au total, la croissance devrait être de +0,2% pour l'année 2013 et de +0,9% pour l'année 2014** conformément à la prévision gouvernementale. Ce qui situe la France juste dans la moyenne d'une zone euro, elle même bien peu dynamique. **Une telle reprise est atypique**, le redémarrage de l'activité ne s'amplifiant pas, comme cela est habituellement le cas après une récession. **Ses moteurs** (consommation, investissement et exportations) tournent en effet tous au ralenti.

La consommation des ménages pourrait légèrement progresser de +0,3% au 4^{ème} trim. 2013 (déblocage de l'épargne salariale, achats anticipés en amont du durcissement, au 1^{er} janvier 2014, du malus écologique et des taux de TVA).

Elle ralentirait ensuite de nouveau à +0,1% par trimestre sous l'effet de la hausse de la fiscalité des ménages (TVA notamment).

Les investissements, toujours très loin de leur niveau de 2007 seraient, après 7 trimestres consécutifs de baisse, en très légère hausse et ne joueraient un rôle ni de moteur, ni de frein en restant en phase avec les faibles évolutions du PIB.

Quant aux exportations, elles continueront d'être pénalisées par les pertes de parts de marché et, hors zone euro, par un euro qui ne cesse de progresser face aux autres monnaies, y compris par rapport au dollar, en dépit des velléités de la Fed de ralentir sa politique accommodante. Le déficit commercial du pays s'est cependant amélioré en 2013, passant de 67 Md€ en 2012 à 60 Md€ en 2013.

Au total, la politique de restriction budgétaire, encore renforcée par l'exécutif en dépit des délais supplémentaires accordés par la Commission européenne à la France et à quelques autres pays pour ramener leurs déficits publics à 3% du PIB, continue de maintenir l'économie française sous son potentiel réel. La réduction du déficit public est effective (de -7,1% en 2010 à -4,1% en 2013), mais elle se paie au prix fort d'une croissance atone et d'un chômage qui ne cesse de progresser.

Par ailleurs la dette publique brute au sens de Maastricht a **reculé** entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trim. 2013 de 11,4 Md€ pour s'établir à 1900,8 Md€ soit 92,7% du PIB en recul de 0,8 pt. Elle devrait cependant atteindre 96,7% de PIB en 2014. A noter que, contre toute attente, et en dépit d'une nouvelle dégradation de sa note à AA par Standard & Poor's, **la France ne s'est jamais financée à si bon compte qu'en 2013** (taux de 2,23% pour ses emprunts à 10 ans)

2014 : une année qui s'annonce de nouveau périlleuse pour l'exécutif

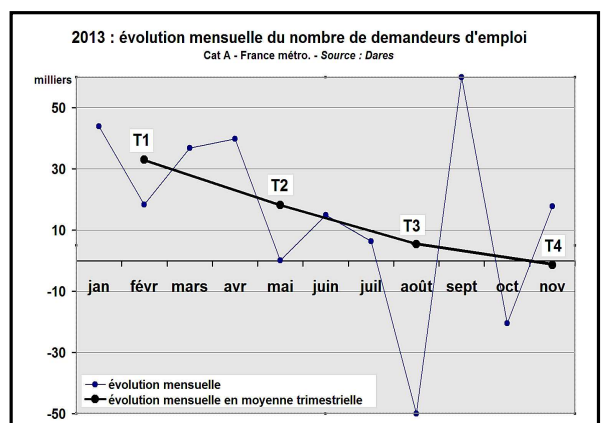
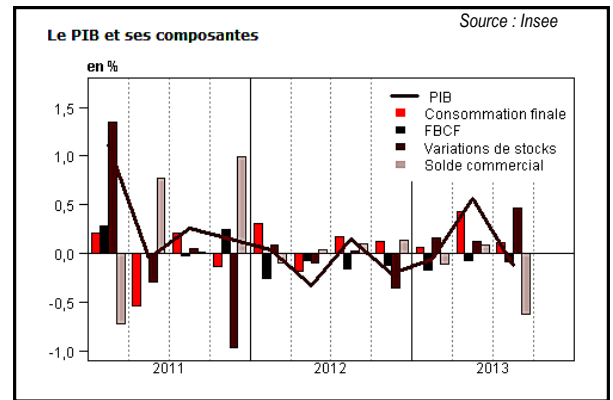
Les quatre derniers mois de 2013 ont été monopolisés par le débat sur la pression fiscale, la préparation du budget 2014 et les **mouvements multiformes de contestation** qui se sont exaspérés à un point tel qu'on a pu dire que le consentement à l'impôt lui même était en cause. Le gouvernement a beaucoup reculé, face aux patrons en particulier. Il doit faire face à un **mécontentement profond de l'opinion** qu'atteste une cote de popularité qui s'est effondrée à des niveaux inconnus jusqu'ici.

L'année 2014 s'annonce tout aussi difficile, d'autant plus qu'elle sera marquée par d'importantes échéances électorales. On trouvera ci dessous, en se limitant au seul domaine économique et social, quelques uns des **dossiers les plus sensibles auxquels l'exécutif va être confronté**.

Pacte de responsabilité. Le Medef, galvanisé par les concessions déjà obtenues, se montre, au nom de la réduction du coût du travail et de l'emploi, **de plus en plus « gourmand » dans ses exigences** : réduire de 100 Md€ les charges des entreprises, alléger notamment les entreprises des 32 Md€ qui financent la politique familiale, aller plus loin dans la « flexibilité » que l'ANI du 11/01/2013 et « *tout mettre sur la table* » à l'occasion de la prochaine renégociation de la convention d'assurance chômage. Il y aurait, d'après lui, un million d'emplois à la clé. C'est dans cette logique de donnant-donnant que F. Hollande a voulu s'inscrire avec sa proposition de pacte de responsabilité du 31 décembre. Ce pacte risque de n'être qu'un marché de dupes : faute d'une forte reprise de l'activité, il ne peut y avoir de véritables créations d'emploi à terme rapproché. De plus, **le précédent du CICE incite à la circonspection en ce qui concerne les contreparties du patronat.**

Chômage. 2013 s'est terminée sans que l'« objectif premier » de F. Hollande d'inverser la courbe du chômage ne soit atteint. Le nombre de demandeurs d'emploi de cat A (sans aucune activité) qui avait reculé en octobre, pour la 1^{ère} fois depuis 2011, de -17 800, progresse, en effet, de nouveau en novembre de +20 500 (les résultats d'août et septembre doivent être globalisés pour tenir compte du bug « SFR »). **Le gouvernement tente, malgré tout, et sans vraiment convaincre, de montrer que l'« inversion » est engagée.** Il souligne notamment, privilégiant les résultats trimestriels soudain présentés comme « moins volatils » que les résultats mensuels, un ralentissement de la progression du chômage depuis le début de l'année : +30 000 par mois au 1^{er} trimestre T1, + 18 000 par mois au 2^{ème} T2, +5 500 par mois au 3^{ème} T3 et, en attendant les résultats de décembre, -1 350 par mois au 4^{ème} T4 (cf graphique ci-contre).

Sur l'ensemble de l'année 2013 le chômage a progressé de +5,6% pour l'ensemble de la cat A. La situation des moins de 25 ans s'est un peu « améliorée » (+0,3% sur un an) sous l'effet des 500 000 contrats aidés. Les deux gros points noirs sont les plus de 50 ans (+11,7% sur un an) et les demandeurs d'emploi de longue durée (inscrit depuis un an ou plus) (+13,4% sur un an).

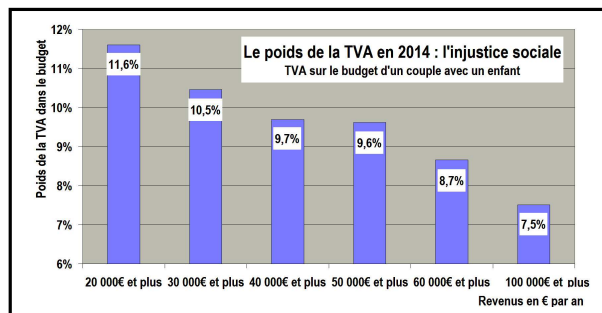


De leur côté, la Commission européenne, l'OCDE et l'Insee ne voit pas d'amélioration avant l'été 2014. L'Insee précise qu'entre octobre 2013 et juin 2014, il y aura bien des créations nettes d'emplois (+76 000), mais en nombre insuffisant pour absorber la hausse de la population active (+113 000).

Renégociation de l'assurance chômage. Ouverte le 17/1, elle s'annonce à haute tension. Les pertes de l'assurance chômage sont de 5 Md€ par an. Pour stabiliser le déficit (en cumulé 18 Md€), le Medef entend « inciter les chômeurs à reprendre un emploi » en rendant les allocations dégressives et les conditions d'ouverture de droits plus restrictives ainsi qu'en revenant sur les régimes d'indemnisation des intermittents du spectacle et des intérimaires.

TVA. L'augmentation de la TVA au 1er janvier (passage des taux de 7% et 19,6% à 10% et 20%, maintien du taux à 5,5%) représente 6 Md€ qui permettront de financer en partie un allègement fiscal (10 Md€ cette année, 20 les suivantes) de l'impôt sur les sociétés sous forme d'un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

La TVA se caractérise par un rendement élevé, 2 fois supérieur à celui de l'impôt sur le revenu et 3 fois celui de l'impôt sur les sociétés, soit 47% des recettes fiscales de l'Etat (140 Md€). Elle a de plus, aux yeux des gouvernements, l'avantage d'apparaître relativement indolore du fait de son mode de recouvrement. **Elle est cependant socialement très injuste** puisque, en frappant exclusivement la consommation, elle pèse plus lourdement sur les ménages modestes qui consomment l'intégralité de leurs revenus. Ainsi, avant l'augmentation des taux, un couple avec un enfant et disposant de 20 000€ de revenus consacrait 10,6% de ses revenus à la TVA contre 6,3% seulement pour un revenu de 100 000€ par an. Après l'augmentation ces pourcentages seront pour les mêmes revenus respectivement de 11,6% et 7,5% (cf graphique)



Réduction de la dépense publique. Le gouvernement s'est engagé auprès de Bruxelles à ramener le déficit public à 3,7% en 2014 et à 2,8% en 2015, respectant ainsi le délai de 2 ans accordé pour descendre en dessous des 3%. Pour la suite, les objectifs sont de 1,7% pour 2016 et de 1,2% en 2017, ce qui correspond à l'équilibre structurel. Le budget 2014 a réparti l'effort entre 15 Md€ d'économies budgétaires et 3 Md€ de hausse d'impôts (en réalité +12 Md€ pour les ménages et - 9 Md€ pour les entreprises). L'exécutif, misant sur des hypothèses de croissance optimistes (+2% en 2016) et se situant, désormais, dans un cadre de stabilisation des prélèvements obligatoires, **a chiffré à 50 Md€ les économies budgétaires à réaliser d'ici 2017** soit plus de 15 Md€ supplémentaires chaque année. En tenant compte de la progression tendancielle des dépenses, cet effort très important n'entraînerait pas une baisse du total actuel des dépenses publiques (1 100 Md€ par an), mais ralentirait leur progression. Le Comité interministériel pour la modernisation de l'action publique (CIMAP) de décembre, au terme de plusieurs dizaines d'évaluations des politiques publiques, **a recensé des pistes d'économies pour un montant de 5 à 7 Md€ sur les 50 Md€ de l'horizon 2017** : chirurgie ambulatoire, génériques, traitement des déchets et mutualisation de fonctions dans les intercommunalités, modernisation de l'achat public et du système d'information de l'Etat (« data centers »). Aller réellement jusqu'aux 50 Md€ posera des problèmes bien plus ardues.

Réforme fiscale. J.M. Ayrault a beaucoup surpris en annonçant, le 18 novembre, la mise en chantier d'une réforme de la fiscalité, y compris, la Présidence de la République et le Ministère des Finances. Les préoccupations tactiques (souffler la contestation de l'écotaxe et de la TVA) et personnelles (pérenniser sa fonction de Premier ministre) ne sont certainement pas étrangères à une annonce que justifie cependant, sur le fond, l'épuisement du système fiscal français et qui était une promesse phare de la campagne de F. Hollande. L'exécutif, dans son ensemble, s'est officiellement rallié à la démarche, souvent du bout des lèvres ce qui laisse planer de grands **doutes sur la poursuite et l'aboutissement de la démarche**. Au delà de la difficulté d'une réforme fiscale opérée à prélèvements constants (il y aura forcément des perdants disent certains), les pistes évoquées sont toutes considérées comme techniquement difficiles et politiquement périlleuses. Elles avaient donc été, à ce titre, reportées sine die. **Il s'agit notamment de la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG** (ou à défaut une progressivité de celle-ci), l'individualisation de l'impôt par abandon du quotient familial, la révision de l'assiette de l'impôt pour améliorer le rapprochement entre les impositions du travail et des revenus du capital, prélèvement à la source et réforme de la fiscalité locale

Fiscalité des entreprises. Les Assises de la fiscalité des entreprises se tiendront fin janvier avec le patronat qui a annoncé sa participation à la suite de la proposition du Pacte de responsabilité. Il s'agit de « simplifier » le cadre fiscal des entreprises et d'élargir l'assiette de l'impôt sur les sociétés (IS) afin, en principe, d'en baisser le taux à terme. L'idée d'une taxe sur l'excédent d'exploitation, qui compenserait une baisse éventuelle de l'IS, est avancé, en dépit de l'échec subi à l'automne par Bercy.

La baisse des charges sociales pour « réduire le coût du travail » fera l'objet de propositions du Haut conseil du financement de la protection sociale (HCFI). Les entreprises ont déjà obtenu le CICE qui va réduire leurs coûts de 10Md€ cette année et de 20 Md€ à terme. Ce qui s'ajoutera aux allègements de charges sur les bas salaires, en vigueur depuis 10 ans, qui représentent, eux aussi, 20 Md€. Quant à la hausse, au 1er janvier, des cotisations d'assurance vieillesse, elle est intégralement compensée par une baisse équivalente de la cotisation pour la branche famille de la SS. Au delà, ce sont maintenant les cotisations patronales finançant la Caisse Nationale d'allocations familiales, qui sont dans la ligne de mire. Elles représentent 37,5 Md€, soit les 2/3 des ressources de la caisse, le Medef, mais aussi le HCFI, soulignant la « contradiction » qu'il y aurait entre des prestations universelles et un financement à la charge, pour l'essentiel, des entreprises. La Cgt est en désaccord avec ce qu'elle considère de fait comme une baisse du salaire. Elle refuse que la baisse des cotisations compensée par « des prélèvements salariaux, que ceux-ci relèvent de la cotisation ou de l'impôt ». Le gouvernement souhaite pouvoir s'appuyer, au delà du Medef, sur la Cfdt, la Cgc et la Cftc qui se montrent plus ouvertes sur la question. **Reste posé, en tout état de cause, le problème de la compensation**, d'autant plus que le gouvernement entend en rester à la stabilisation des prélèvements obligatoires et affirme ne pas vouloir porter atteinte au pouvoir d'achat des salariés. Il n'est pas sûr dans ces conditions que les économies budgétaires y suffiront.

Bernard Boisseau

Sources : FMI, OCDE, DARES, INSEE, Le Monde, Les Echos, La Tribune, l'Humanité, AFP, Alternatives économiques.

Cf. aussi les notes du groupe SNES EcoSoc sur <https://www.snes.edu/private/extranet/spip.php?rubrique101>